

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNGENTA PRODUCTION FRANCE S.A.S

Route de la gare
BP 1
30 670 Aigues-Vives

Références :

Code AIOT : 0006600410

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement SYNGENTA PRODUCTION FRANCE S.A.S implanté Route de la gare BP 1 30 670 Aigues-Vives. L'inspection a été annoncée le 05/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNGENTA PRODUCTION FRANCE S.A.S
- Route de la gare BP 1 30670 Aigues-Vives
- Code AIOT : 0006600410
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site industriel est situé sur la commune d'Aigues-Vives, sur une surface de 13 hectares. Il est spécialisé dans la production de produits phytosanitaires de type herbicides, insecticides et fongicides.

Les productions sont physiquement séparées dans les différents ateliers pour des raisons qualité :

- herbicides (bâtiment central) : 3 lignes formulation, 3 lignes conditionnement,
- insecticides/fongicides (bâtiments S et R) : 2 lignes formulation, 3 lignes conditionnement.

L'ancien bâtiment dédié à la production de produits solides est condamné et n'est plus utilisé.

Les produits (matières premières / produits finis) sont stockés dans un magasin d'une surface de stockage d'environ 1440 m², constitué de 3 cellules de stockage. Ce magasin a une capacité totale de 1 500 tonnes de produits.

La société emploie environ 130 personnes.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 03.179N du 28 novembre 2003 autorisant l'extension des installations de la société Syngenta Production France SAS Aigues-Vives, modifié principalement par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 07.044N du 27 avril 2007, n°08.016N du 6 février 2008 et n°2022-026-DREAL du 16 juin 2022. Une lettre de la préfecture du Gard datée du 1er août 2017 complétée par l'APC du 16/06/22 sus-cité prend acte du classement et du statut seveso de l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale (AN) 2023 relative à la rubrique « entrepôt » n° 1510
- AN 2023 relative aux liquides inflammables – non soumission aux arrêtés ministériels (AM) liquides inflammables sites à autorisation (LI A)
- Visite d'examen étude de dangers (EDD) 2023
- Suivi des inspections réalisées dans le cadre du Plan de Modernisation des installations industrielles dit « PM2I »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	MMR - gestion des anomalies	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Vieillessement - Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
5	Reglementation liquide inflammable applicable	Arrêté Ministériel du 03/10/2010	Sans objet
6	Reglementation liquide inflammable applicable	Arrêté Ministériel du 24/09/2020	Sans objet
7	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
11	Liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.3	Sans objet
12	MMR - dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'action nationale 2023 relative à la rubrique « entrepôt » n°1510 a été menée suite à la demande d'antériorité transmise par l'exploitant en date du 22/06/2023. Des compléments sont demandés par lettre préfectorale de suite afin de pouvoir acter le classement ICPE du site au titre de la rubrique 1510.

Suite aux évolutions demandées impactant le classement ICPE du site au titre de la rubrique 1436, actées par l'arrêté préfectoral du 16 juin 2022, la présente visite a permis de confirmer que le site ne relève :

- ni de l'arrêté ministériel du 3/10/2010 modifié par l'arrêté ministériel du 24/09/2020, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- ni de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Aussi, cette visite appelée « visite d'examen » a consisté à vérifier par sondage la cohérence entre le contenu de la notice de réexamen de 2021, de l'étude de danger mise à jour de 2023 et de la réalité de l'installation sur le terrain. L'inspection a porté notamment sur la liste des mesures de maîtrise des risques, sur deux fiches de vie de MMR sélectionnées par sondage par l'inspection et sur les suites de l'incident du 17/10/2022 survenu lors d'un essai triennal du système d'extinction mousse

d'un atelier (foisonnement de mousse inopérant). En conclusion, il est demandé à l'exploitant de compléter ses fiches de vie de mesures de maîtrise des risques (MMR) et son étude de dangers sur le volet relatif à la liste des produits de décomposition en cas d'incendie.

Enfin, un point de contrôle sur le suivi du plan de modernisation des installations industrielles suite au courrier de l'exploitant du 17 août 2023 a été effectué. Cette inspection a permis de s'assurer de la réalisation effective au jour de la visite de la totalité des inspections quinquennales prévues en 2023 : les conclusions du bureau de contrôle non encore disponibles le jour de la visite sont demandées par lettre préfectorale de suite.

Certains constats relevés dans ce rapport pourront être repris dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prévu dans le cadre de la fin de l'instruction de la notice de ré-examen, accompagnée de la révision de l'étude de dangers, remise 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'exploitant dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 avril 2007. Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires sont venus mettre à jour les prescriptions applicables au site accompagnés du donner acte du 1er août 2017 du Préfet actant les rubriques 4XXX. Depuis, pour tenir compte des évolutions réglementaires intervenues en septembre 2020 entraînant des modifications importantes sur le classement ICPE des entrepôts, l'exploitant a transmis le 22 juin 2023, une demande de bénéfice des droits acquis pour les rubriques 1510 (passage de D à E). La demande s'appuie sur un outil de pré-positionnement "action SELI". Les éléments techniques étayant la demande ont été apportés par l'exploitant le jour de l'inspection notamment en ce qui concerne la masse de combustible par IPD (Installation Pourvue d'une toiture Dédiées au stockage) non systématiquement précisée dans les documents transmis. L'exploitant considère en conclusion que seule l'IPD "bâtiment MGH" entre dans le périmètre du classement ICPE 1510 pour un volume de l'entrepôt de 54 164 m3. L'inspection considère que le critère retenu pour exclusion du classement 1510 de l'IPD "bâtiment central" n'est pas recevable puisque l'exploitant justifie lors de cette visite de plus de 500 tonnes de matières combustibles susceptibles d'être stockées dans ce bâtiment, bâtiment d'un volume total de 45 156 m3. En l'état, l'inspection des installations classées ne peut donc pas donner une suite favorable au courrier de l'exploitant du 22 juin 2023. Il est demandé à l'exploitant de compléter sa demande sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiabiles combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Le site a mis en place une procédure permettant la tenue à jour et la mise à disposition d'un état des matières stockées en temps réel. Cet état des stocks en temps réel a été mis à disposition de l'inspection en moins de 10 minutes le jour de la visite : il s'agit d'un fichier excel "re-travaillé" selon une procédure spécifique, à partir d'une extraction des stocks depuis le logiciel SAP. Cette extraction est accompagnée d'un plan de l'usine et elle précise notamment par produits l'emplacement précis (bâtiment, étage, travée...), la quantité présente, la rubrique ICPE correspondante et les phrases de risques concernées.

L'état des stocks est accessible à distance et notamment en cas de sinistre sur site. A noter que le fichier type de cet état des stocks est enregistré et disponible sur la valise d'astreinte interne site.

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles sur le réseau interne groupe. La tenue à jour de ces FDS est assurée par le groupe pour le compte des sites industriels. Chaque mise à jour de FDS ou introduction de nouveaux produits fait l'objet, au fil de l'eau, d'une analyse ICPE (évolution rubrique, mention de dangers, stockage...) et d'une actualisation en parallèle de l'outil SAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de

dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'outil présenté dans la fiche précédente permet de générer plusieurs types d'extractions de données des matières dangereuses stockées sur le site :

- un état des stocks par zone et par rubrique ICPE
- un état des stocks par zone et par mention de dangers
- un état des stocks par zone et par famille de produits.

L'outil présenté permet de répondre aux exigences de cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'état des stocks par cellule et par famille de produit, pouvant être généré, permet de répondre à l'objectif de vulgarisation de l'information en cas de crise, fixé dans cet article. L'exploitant poursuit sa réflexion sur le sujet et étudie la possibilité d'ajouter un onglet "état synthétique" dans l'extraction générée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réglementation liquide inflammable applicable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel modifié par AM du 24/09/2020, Relatif au stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.
Constats : Le site de Syngenta est une installation classée à autorisation, stockant des liquides inflammables (LI). La situation administrative, précisée dans le donner acte du Préfet du 1er août 2017 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2022, précise le classement de ces liquides inflammables susceptibles d'être présents à savoir : <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 1436 - régime déclaration - pour le stockage de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (quantité autorisée à 900tonnes)- la rubrique 4331-2 - régime enregistrement - pour le stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 (quantité autorisée à 450 tonnes) L'installation n'est ainsi pas classée à autorisation au titre d'au moins une des rubriques LI. De plus, afin de suivre la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3, l'exploitant a mis en place depuis janvier 2022, en complément de l'état des stocks (fonctionnement explicité aux constats 3 et 4), un fichier hebdomadaire spécifique dont le suivi et la mise à jour sont confiés à l'équipe planning. L'objectif est que l'équipe planning s'assure que la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 reste inférieure à 1000 tonnes d'une part et que la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 en contenants fusibles reste inférieure à 100 tonnes. Ce dernier seuil étant celui nécessitant une vigilance plus importante, un seuil d'alerte a été mis en place dès que cette quantité atteint 70 tonnes. Au jour de la visite, l'inspection s'est assurée du respect des critères fixés ci-dessus relatifs à la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 : à partir de l'état des stocks fourni au jour de la visite, l'inspection relève que l'exploitant ne stocke que des produits avec la mention de dangers H226 pour une quantité totale de 101 tonnes (<1000t) et que seules 12.03 tonnes sont stockées en contenants fusibles (<100t et au seuil d'alerte des 70t). Dans ces conditions, l'arrêté ministériel du 3/10/2010 modifié par l'arrêté ministériel du 24/09/2020, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation n'est pas applicable au site de Syngenta - Aigues Vives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réglementation liquide inflammable applicable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Petits contenants
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
Constats : Le site de Syngenta est une installation classée à autorisation, stockant des liquides inflammables (LI). La situation administrative, précisée dans le donner acte du Préfet du 1er août 2017 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2022, précise le classement de ces liquides inflammables susceptibles d'être présents à savoir : <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 1436 - régime déclaration - pour le stockage de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (quantité autorisée à 900tonnes)- la rubrique 4331-2 - régime enregistrement - pour le stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 (quantité autorisée à 450 tonnes) L'installation n'est ainsi pas classée à autorisation au titre d'au moins une des rubriques LI. De plus, afin de suivre la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3, l'exploitant a mis en place depuis janvier 2022, en complément de l'état des stocks (fonctionnement explicité aux constats 3 et 4), un fichier hebdomadaire spécifique dont le suivi et la mise à jour sont confiés à l'équipe planning. L'objectif est que l'équipe planning s'assure que la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 reste inférieure à 1000 tonnes d'une part et que la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 en contenants fusibles reste inférieure à 100 tonnes. Ce dernier seuil étant celui nécessitant une vigilance plus importante, un seuil d'alerte a été mis en place dès que cette quantité atteint 70 tonnes. Au jour de la visite, l'inspection s'est assurée du respect des critères fixés ci-dessus relatifs à la quantité totale de produits avec les mentions de dangers H224-H225-H226 et HP3 : à partir de l'état des stocks fournis au jour de la visite, l'inspection relève que l'exploitant ne stocke que des produits avec la mention de dangers H226 pour une quantité totale de 101 tonnes (<1000t) et que seules 12.03 tonnes sont stockés en contenants fusibles (<100t et au seuil d'alerte des 70t). Dans ces conditions, l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation n'est pas applicable au site de Syngenta - Aigues Vives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'étude de dangers du site (EDD n°113769 version B de mars 2023 - page 76) précise au point 4.3.2 relatif à l'incompatibilité des produits que « le stockage de certains produits chimiques entre eux est incompatible pour des raisons de sécurité afin d'éviter des risques d'inflammation, de surchauffe ou d'émanations de produits toxiques.[un exemple de matrice indiquant les incompatibilités est présenté]. Le système de codification permet d'éviter la présence de produits incompatibles dans les cellules de stockage : -logiciel d'exploitation paramétré sur le danger et la température de stockage à partir de l'analyse des fiches de données de sécurité - système de lecture optique avec validation de l'emplacement à chaque mouvement (finalisation et lancement en 2022) Par exemple les produits basiques sont stockés spécifiquement dans le local W2E à l'écart des acides. Il se peut que des produits incompatibles soient stockés ensemble au W2. On peut par exemple retrouver des liquides inflammables et des produits toxiques. Le cas d'un incendie a été pris en compte dans cette étude ainsi que l'étude de la toxicité des fumées associées. » Sur site, le manager logistique a été questionné par l'inspection par sondage sur deux points spécifiques : - la gestion acide/base : il explicite l'instruction 007**, procédure générale d'exploitation de magasin qui précise notamment l'organisation gérée par procédure avec un stockage distinct sur deux zones (W3 ou W2). Un contrôle du respect de procédure est réalisé une fois par semaine (fiche de contrôle W2/W3) et si un écart est relevé, un évènement est remonté, le manager est alerté et un rappel à la procédure est effectué (pas de gestion par alerte via lecture optique) - l'interdiction de liquides inflammables au MGH : il indique que l'entrepôt dispose du système de lecture optique qui donnerait une alerte si un produit inflammable était amené à être scanné. Concernant le dernier point relatif au W2, il s'agit ici pour l'exploitant à travers son EDD de justifier l'exhaustivité de son analyse de risque par la prise en compte de la toxicité des fumées lors d'un incendie de part la décomposition des produits susceptibles d'être présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : A partir de l'état des stocks fourni le jour de la visite, l'inspection relève que l'exploitant ne stocke aucun liquide avec la mention de danger H224.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'étude de dangers 2023 précise en page p107 que, concernant les effets toxiques des fumées d'incendie, "dans la précédente étude de dangers, le terme source d'émission des fumées d'incendie a été calculé avec le guide INERIS Omega 16. Ce guide a été remplacé par un nouveau guide de l'INERIS de juillet 2022 : « Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie ». Les

conséquences de ce changement de guide méthodologique sont mineures mais nécessitent d'être prises en compte. Ainsi, l'évaluation de la toxicité des fumées d'un incendie au MGH (PhD12b) ou au W2 (PhD13b) sera réalisée selon ce nouveau guide".
L'exploitant précise que le travail est en cours avec le bureau d'étude pour transmission à l'inspection et intégration au POI. Les éléments sont attendus par l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modélisations réalisées dans le cadre de l'étude de dangers mise à jour en 2023 permettent de répondre aux exigences de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Maitrise des procédés
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. [...]
Constats : <p>La notice de ré-examen de 2021 de l'étude de dangers (EDD) ayant conduit à la mise à jour de l'EDD en 2023 projette la rationalisation de la liste de mesures de maîtrise des risques (MMR). Ce point de contrôle vise le suivi de cet axe de travail en cohérence avec les éléments de l'analyse des risques.</p> <p>L'exploitant dispose dans son système de gestion de la sécurité des procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure DG-QSE-SEC-09 du 7/02/2023 définissant la liste des MMR. Cette liste est cohérente avec celle figurant dans l'EDD 2023 - procédure PG-ING-MEE-20 du 30/01/2019 définissant la gestion des équipements critiques de sécurité - une fiche de vie par MMR référencée "BS n°xxx" explicitant la fonction de sécurité, le principe, le phénomène dangereux concerné, les caractéristiques techniques, les recommandations constructeurs, le temps de mise en œuvre, l'indépendance de la barrière, le suivi (essais, inspection, maintenance et tests), l'efficacité, le suivi des modifications/réparations, le niveau de confiance, la gestion des modes dégradés, l'état initial. L'inspection a consulté par sondage la fiche de vie "BSn°04 - système extinction automatique à eau MGH", MMR associée au phénomène dangereux majeur "incendie généralisé au MGH". <p>La notice de ré-examen 2021 ne remet pas en cause la pertinence de la liste des MMR en place, mais identifie une possibilité de rationalisation en ne valorisant que les MMR nécessaires pour atteindre le niveau le plus bas. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mené ce travail de rationalisation de la liste des MMR dans l'EDD 2023 et dans les procédures SGS consultées sur site ce jour. L'exploitant précise que le groupe a choisi pour des raisons de cohérence en interne de conserver cette liste des MMR à l'identique. L'inspection prend note de ce choix mais invite l'exploitant à mener cette optimisation à termes pour plus de lisibilité. Ce constat n'entraîne pas d'écarts dans la mesure où l'inspection ne relève pas d'incohérence entre les analyses de risques menées, les phénomènes dangereux retenus et leur cotation en gravité et probabilité au regard des MMR valorisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MMR - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Testabilité et maintenance de la MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Le contrôle porte sur la MMR technique "extinction automatique à eau au MGH" référencée BS n°04 et intervenant dans le scénario d'incendie généralisé du MGH (classe "MMR rang 2" dans la matrice de criticité de l'EDD 2023). Il s'agit d'une MMR à sécurité positive qui réagit pour partie sous l'effet mécanique et qui est secourue (groupe électrogène de secours) en cas de perte de l'alimentation électrique. La fiche de vie consultée référencée "BS n°04v2" et datée du 18/02/2019 décrit : <ul style="list-style-type: none">- le principe de la MMR reposant sur les 3 composantes détection (capteur tête sprinkleur) / actionneur (centrale extinction automatique) / action (émission eau) ;- le suivi exigé concernant l'ensemble des composants :<ul style="list-style-type: none">→ tests : essais hebdomadaires→ maintenance : plan d'entretien hebdomadaire et plan d'entretien annuel→ vérification : rapport annuel et dépannage→ inspection : semestrielle Le suivi est assuré via un fichier excel "planning travaux" extrait depuis SAP et tenu à jour par le responsable sécurité. L'inspection a consulté par sondage la procédure associée "contrôle poste de sprinklage", les deux derniers rapports semestriels TYCO d'octobre 2022 et juin 2023, et le contrôle annuel TYCO d'octobre 2023. La traçabilité de ces rapports est assurée via le registre incendie. Ces rapports ne relèvent aucune non-conformité. La fiche de vie précise qu'aucune défaillance du fonctionnement de la MMR n'a été détectée depuis sa mise en place en 1996.
Observations : 1/ L'exploitant fait réaliser en complément un contrôle triennal par TYCO qui n'est pas repris dans la fiche de vie alors même que ce contrôle nécessiterait d'être valorisé dans la mesure où il vient renforcer la justification du niveau de confiance de la MMR valorisé. 2/ Aussi, l'exploitant a établi une "procédure marche dégradée" relative à l'alimentation du réseau maillé incendie qui n'est pas mentionnée dans la fiche de vie MMR technique "extinction automatique à eau au MGH" alors même qu'elle vient préciser le fonctionnement en marche dégradée de cette MMR. L'inspection invite l'exploitant à compléter la fiche de vie "BS n°04v2" en conséquence et d'étudier si les autres fiches de vie établies peuvent être aussi concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, MMR - mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection réactive du 29/11/2022 (constat 20) menée suite à la déclaration d'incident du 17/10/2022 suite aux essais triennaux (test grandeur nature dans l'atelier) non conformes sur le système d'extinction mousse dans l'atelier S2-EC (défaut de foisonnement). Cet écart impactait directement la mesure de maîtrise des risques référencée BS08.</p> <p>Pour mémoire, l'exploitant avait alors justifié de la mise en place de mesures compensatoires avec notamment le changement des générateurs de mousse et transmis le rapport d'incident daté du 29/11/2022 complété le ?. Il avançait une problématique de "petites modifications" successives sur le réseau hydraulique ayant pu à termes impacter le bon fonctionnement des deux "ventilateurs" concernés. Une étude hydraulique globale de ces deux postes avait ainsi été actée dans le plan d'actions en réponse.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant justifie que l'installation (tuyauterie et ventilateur) assurant le foisonnement a été refaite selon les règles APSAD en vigueur. Un nouvel essai de remplissage de la zone S2-EC a été mené le 25/08/2023 (remplissage en 3 minutes - film montré à l'appui à</p>

l'inspection) et a conclu à la remise en conformité de l'installation. Un courrier formel de l'exploitant justifiant la réparation du système d'extinction mousse dans l'atelier S2-EC est à transmettre à l'inspection et la fiche de vie de la MMR BS08 reste à mettre à jour en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Vieillessement - Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections quinquennales réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. <p>Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p>Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle fait suite au courrier de l'exploitant du 17 août 2023 demandant une dérogation d'utilisation des cuves entrant dans le périmètre du plan de modernisation des</p>

installations industrielles. Il s'agit de 28 cuves, d'un volume de 7 à 100 m³, situées sur les zones K2, K6, C2, S, S5-S6 et S7.

L'exploitant précise dans ce courrier que le plan prévoyait une inspection au plus tard au 3/08/2023. Mais ces inspections ne pourront pas être menées dans les temps faute de disponibilité des contrôleurs, malgré les sollicitations et relances faites auprès de 3 bureaux de contrôle compétents différents depuis février 2023. Le courrier indique que les dernières visites de 2022 n'ont classé aucun équipement en "non satisfaisant". L'objectif de ce contrôle est de s'assurer de la non dérive dans le temps de ces inspections.

Au jour de la visite, l'exploitant a justifié de la réalisation effective au 20 novembre 2023 du contrôle de l'ensemble des 28 cuves par le bureau de contrôle Dékra. Il est établi un rapport d'inspection par cuve : tous les rapports n'ont pas encore été reçus par l'exploitant. Il a été consulté par sondage au regard des éléments disponibles, le rapport de contrôle de la cuve Cu30R au K6 : aucune non-conformité n'est relevée. L'exploitant, qui accompagnait le contrôleur lors de ses inspections, précise que le bureau de contrôle n'a relevé aucun désordre mais des "remarques" ont été formulées sur 3 équipements (cuves au K6 référencées Cu30P et Cu30M et rétention au S3).

D'un point de vue organisationnel sur le suivi du PM2I, l'inspection a pu consulter le suivi du plan de modernisation établi depuis 2014 par l'exploitant via le fichier "inventaire réservoir, capacité rétention tuyauterie".

A noter que ce point de contrôle a porté par sondage sur l'organisation des contrôles prévus, leur réalisation et les suites données à ces contrôles et la manière dont cela est tracé. L'inspection n'a pas porté sur le contrôle du dossier complet depuis la réalisation de l'état initial.

L'inspection demande, pour donner suite au courrier du 17/08/2023, une note bilan reprenant les écarts relevés dans les rapports d'inspection menés fin 2023, leur caractérisation (désordre ou remarques) et leur état d'avancement (écart levé, action en cours ou action programmée).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois